

Le Bulletin du GISP GISPnews

The Global Invasive Species Programme
Le Programme Mondial sur les Espèces Envahissantes



NUMÉRO 2 • JUIN 2004

DISPONIBLE EN ANGLAIS ET EN ESPAGNOL SUR www.gisp.org

Le GISIN avance

La mise en place du Réseau d'Information du Programme sur les Espèces Envahissantes (GISIN) a fait un bond en avant suite à la récente réunion d'experts, menée par Annie Simpson et son équipe d'Infrastructure de l'Information Biologique Nationale des Etats-Unis (NBII), à Baltimore, en Avril 2004. La réunion faisait suite à une série de trois rencontres organisées sous l'égide du réseau de partenaires du GISP, et a accueilli 76 participants de 26 pays. Le Bureau des Océans et des Affaires Environnementales et Scientifiques Internationales (OES) du Département d'Etat Américain a assuré le financement et l'organisation de la réunion.

Les informations scientifiques et techniques sur les Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) existent sur de nombreuses bases de données différentes, dont beaucoup utilisent des formats et des protocoles incompatibles. L'objectif du GISIN est de relier ces bases de données entre elles, et par là de faciliter un accès plus facile à des informations sur les EEE aux utilisateurs partout dans le monde. Il faut absolument que cet accès soit rapide afin d'être utilisé pour contrer les nouvelles invasions de EEE. Voilà quelques unes des raisons de partager des données sous le GISIN:

- une reconnaissance professionnelle plus grande pour ceux qui développent la base de données
- des stratégies de métadonnées qui vont permettre aux fournisseurs de données d'être reconnus correctement



- des outils pour rendre la préparation des données et des métadonnées plus facile et automatique.

La réunion était composée à la fois d'experts sur les EEE et d'experts sur les bases de données et visait à:

- l'établissement de couloirs de recherche qui permettent de faire des recherches globales et des comparaisons d'informations sur les EEE
- se mettre d'accord sur les approches communes au sujet des types, des formats et des champs pour les noms pour les informations sur les EEE collectées sur les bases de données online.

Pendant la réunion, les participants travaillant sur les bases de données ont décidé de lister un ensemble minimum de types de données simples mais utilisables aisément, et de les mettre sous un format type (basé sur le XML pour le moment) facilement accessible aux autres composants. Les types de données et leurs standards continuent d'évoluer, mais pour le moment, elles incluent des informations comme des fiches d'information, des profils, des listings d'espèces exotiques et/ou envahissantes, des noms d'experts, des observations, des spécimens, des

bibliographies, des informations pour l'identification ou le diagnostic, des cartes, des images et des projets – et tout cela doit être étiqueté pour identifier la ressource et l'autorité dont la donnée dépend (information sur l'éditeur).

A suivre sur la Page 3





DIRECTEMENT DU BUREAU DE LA DIRECTRICE

Le 31 mai marque la fin de la première année d'existence du Secrétariat du GISP, une année qui, en dépit de quelques remous, a été je pense, remarquablement productive, et qui a fini sur la promesse que le meilleur reste à venir. Pendant cette

année nous avons, entre autres;

- Ré-établi le GISP comme une puissance dans l'arène internationale, et participé à des réunions comme celle sur les Mers Régionales, le Symposium sur les Sciences des Herbes, le Congrès Mondial des Parcs, et la COP 7 de la CBD (Conférence sur la Biodiversité).
- Fourni des opinions techniques sur des projets dans les Galápagos, les Seychelles, et la Chine,
- Lancé un nouveau site Internet, une nouvelle image de notre organisation, et une série de publications de sensibilisation, dont la première s'appelait "l'Afrique envahie",
- Parrainé le développement de nombreuses nouvelles publications techniques et aussi d'une session de formation,
- Rempli de nombreux engagements (comme la publication des Rapports des Groupes de Travail Régionaux du GISP) et surtout,
- Conforté des relations avec les partenaires existants et établi les bases pour des nouvelles.

Tout cela a été accompli avec un groupe qui était constitué de 3 officiers professionnels et d'un peu de soutien administratif pendant presque la totalité de l'année !

Au niveau des projets futurs, des propositions très intéressantes attendent une décision. Les plus significatives sont, par exemple:

- un projet commun GISP/ UNEP/ GEF sur le développement d'une capacité et d'une sensibilisation sur la gestion des EEE, qui a été acceptée récemment dans le pipeline du GEF. Ce projet impliquera cinq pays pilotes de régions en voie de développement, et inclura à la fois des activités nationales et régionales.
- Une proposition destinée en priorité à renforcer les relations de travail entre le secrétariat du GISP, le secrétariat de la CBD, et d'autres conventions et organisations internationales, et deuxièmement, qui permettra au GISP de remplir ses engagements vis à vis de la CBD. Ceci inclura des activités autour du mécanisme du Centre d'Echange, le GTI, la Stratégie Globale pour la protection des plantes (surtout l'objectif 10) et des programmes de travail thématiques comme les écosystèmes aquatiques et littoraux.

A l'orée de notre deuxième année, j'aimerais inviter tous ceux intéressés par les problèmes des EEE à visiter et participer à notre site Internet, à nous contacter, et surtout à joindre leurs efforts aux nôtres pour renverser la mouvance actuelle des EEE. Nous sommes impatients de connaître vos réactions.

Dr Lynn Jackson

Directrice Intérimaire – Secrétariat du GISP

www.gisp.org

Visitez notre site Internet www.gisp.org pour des mises à jour quotidiennes sur les sujets reliés aux EEE: nouvelles, événements, postes à pourvoir et plus encore ...

Le site Internet du GISP est hébergé par le web master Martin Cocks et son équipe de l'Institut International des Océans – Sud de l'Afrique, et basé à l'université du Cap Occidental (www.ioisa.org.za). Il a été créé en Novembre 2003 et s'est agrandi régulièrement depuis. En attendant les nombreux projets futurs, le site a déjà beaucoup à offrir au visiteur. La dernière (et la plus complète) addition est la "**carte interactive globale**" où des informations sur les EEE dans tous les pays et les régions du monde peuvent être chargées et téléchargées.

Le but de cette carte complète et interactive n'est pas seulement de fournir à l'utilisateur une information sur les EEE librement accessible, mais aussi de fournir un mécanisme au

travers duquel les gouvernements, les organisations et les individus peuvent partager leurs informations avec les autres, selon la Décision VI (23) de la COP.

Venant en complément de l'initiative du GISIN (voir la première page), cette carte va être reliée au GISIN une fois qu'il sera opérationnel, permettant un accès à une gigantesque quantité de données sur les EEE à travers différentes bases de données.

Les parties concernées seront bientôt capables de faire la même chose à travers un portail sur le site de la CBD (www.biodiv.org).

Bien qu'elle soit déjà accessible sur le site du GISP, la carte globale sera mise à jour et maintenue de manière continue, avec de nouvelles informations, des liens et des données. Merci de nous faire parvenir vos informations sur les EEE à gisp@uwc.ac.za pour vous assurer qu'elles seront intégrées.



Suite de la page 1

Les participants ont aussi formé de nouveaux partenariats et se sont mis d'accord pour collaborer dans le futur en échangeant électroniquement des informations sur les EEE. Beaucoup ont accepté de partager les structures de bases de données et de relier celles qui existent déjà. Ils ont recommandé que ceux qui collectent les informations dans les écosystèmes agricoles et naturels collaborent et soutiennent le développement de spécifications complètes pour la mise en place du GISIN. Dans ce but, un Comité de Pilotage a été sélectionné pour développer un programme de travail. Les membres en sont:

- **Dr. Malika Boufour**, Ministère de l'Agriculture, Direction de la Protection des Végétaux, Maroc
- **Dr. Hannu Saarenmaa**, Etablissement pour l'Information de la Biodiversité Globale (GBIF) Secrétariat, Danemark
- **Annie Simpson**, Infrastructure d'Information Biologique Nationale; Sondage Géologique US
- **Dr. Soetikno Sastroutomo**, CAB International et ASEANET, Malaisie
- **Dr. Yan Xie**, Institut de Zoologie, Académie Chinoise des Sciences, Chine, et
- **Dr. Silvia Ziller**, Conseil d'administration du GISP, Institut Horus et The Nature Conservancy (TNC), Brésil.



Pour plus d'informations sur le GISIN, et en particulier sur les groupes de travail et la "Déclaration de Baltimore", qui a été rédigée pendant la dernière session de la réunion, cliquez sur: <http://invasivespecies.nbi.gov/as/gisin.htm>

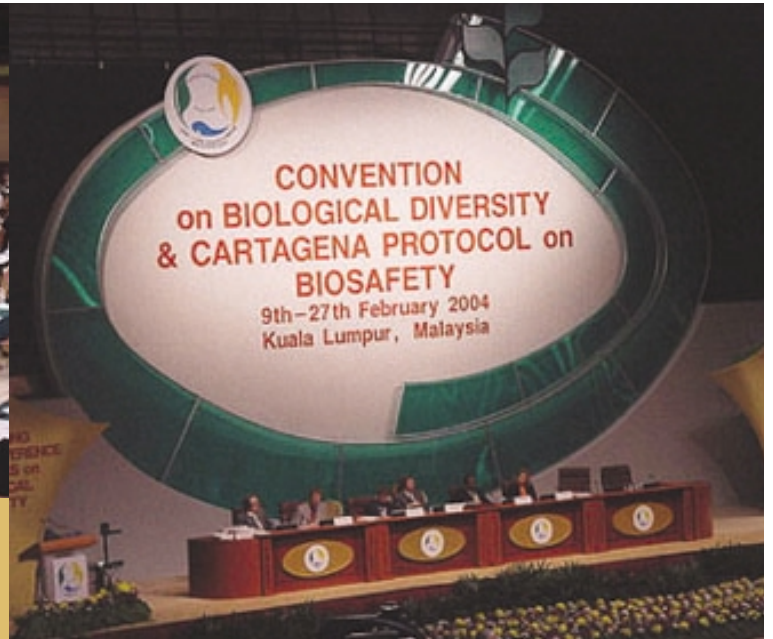


U.S. Department of State
Bureau of Oceans and
International
Environmental and
Scientific Affairs





La Septième Conférence de Parties à la Convention sur la Bio-Diversité de Kuala Lumpur, Malaisie.



COP 7 – Les Espèces Exotiques Envahissantes au Programme

Les EEE figuraient comme sujet essentiel sur l'agenda de beaucoup de forums de discussion pendant la Septième Conférence des Parties de la Convention sur la Biodiversité (CBD), qui s'est tenue en février 2004, à Kuala Lumpur, Malaisie. Pour le tout nouveau Secrétariat du GISP, la COP 7 représentait une chance unique de rencontrer et interagir avec les nombreux partenaires du GISP, les délégations nationales, les agences bailleurs de fonds et les autres participants présents.

Lors de la réunion officielle en parallèle du GISP, le **Dr Hamdallah Zedan**, Secrétaire Exécutif de la CBD et le Dr Kathy MacKinnon de la Banque Mondiale ont tous deux souligné l'importance croissante des problèmes d'EEE et le besoin urgent de les combattre efficacement dans le réseau de partenariats du GISP. La réunion parallèle, à laquelle plus de 70 personnes ont assisté, inclut aussi une présentation commune par le Dr Lynn Jackson du Secrétariat du GISP et du **Dr Wai Hong Loke**, qui est le représentant régional de CABI

pour l'Asie du Sud Est, et **Imene Meliane** du Programme Aquatique de l'UICN.

Le stand d'exposition du GISP et le matériel proposé ont été bien accueillis par les délégués et beaucoup d'intérêt a été montré pour les activités courantes et planifiées. De nombreux nouveaux partenariats ont été forgés, tandis que ceux qui existaient déjà étaient renouvelés, permettant des meetings avec les membres-clés et les organisations partenaires. Comme avec les précédents événements de la COP, la COP 7 a fourni une plateforme globale importante pour progresser dans le réseau des partenariats du GISP et leurs activités conjointes.





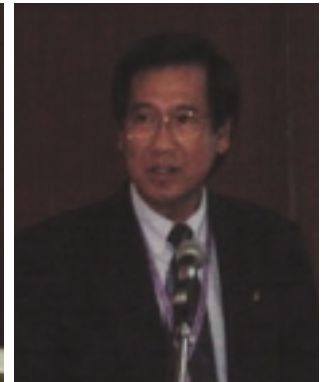
Imene Meliane



Carnet Williams, TNC



Dr Hamdallah Zedan



Wai Hong Loke

La décision VII (13) de la COP 7 attaque les EEE sur tous les plans. Cette décision demande aux parties, aux organisations, et aux gouvernements de:

- **Mettre les activités de gestion des EEE à la portée de tous**, surtout en ce qui concerne la pauvreté et les inégalités
- **Encourager une collaboration accrue** entre la CBD, d'autres conventions et des organisations afin de développer des mécanismes de lutte contre les menaces d'EEE
- **Ratifier et mettre en place** la nouvelle convention sur les eaux de lestage
- **Renforcer la coordination institutionnelle** parmi les organisations internationales en particulier en gardant à l'esprit que les EEE sont un problème lié aux échanges

■ **Comblent les lacunes et les inconsistances persistantes** des cadres de travail régulateurs internationaux

■ **S'attaquer aux actions pratiques prioritaires** identifiées dans cette décision de la COP et les précédentes

La décision VII (13) encourage aussi spécifiquement les institutions, les bailleurs de fonds et les agences de développement à aider les pays émergents à combattre les EEE.

Pendant la COP 7, la Nouvelle Zélande a proposé de financer et d'héberger un Groupe d'Experts Techniques ad hoc, qui reste à créer et qui répondrait aux lacunes des cadres de travail mentionnés plus haut. La première réunion de ce groupe se fera probablement en 2005.



Dr Lynn Jackson, Directrice Intérimaire du GISP, discutant avec des délégués au stand d'exposition du GISP

Le réseau de partenariats du GISP en action

L'objectif du GISP est de constituer un réseau de partenariats efficace et global pour tous les pays, toutes les régions, les organisations et les particuliers qui sont impliqués dans la lutte contre le danger des EEE. Le GISP reconnaît que les espèces envahissantes, le changement de climat et la destruction de l'habitat, seuls ou bien combinés, sont la plus grande menace environnementale pour notre planète. Afin de répondre à ces risques, il est essentiel d'unir efficacement nos forces en intégrant et combinant efforts et ressources.

Cette partie de la lettre d'informations souligne seulement quelques unes des diverses activités significatives menées par les partenaires du GISP contre les EEE.

Tous les partenaires du GISP sont invités à envoyer leurs brèves et leurs contributions à l'éditeur de la lettre d'informations, Kobie Brand, au GISP, courriel: brandt@nbi.ac.za afin de les inclure dans les prochaines éditions.

Un groupe de travail global qui assure une continuité avec les précédents

Le groupe de travail d'Afrique de l'Ouest était le dernier d'une série de sept meetings régionaux sur les EEE qui ont eu lieu dans le monde, et qui étaient organisés par le GISP et ses partenaires, afin de sensibiliser et de juger du statut de l'information sur les dangers grandissants posés par les EEE partout dans le monde. Ces groupes de travail ont été rendus possibles par le généreux soutien du gouvernement des Etats- Unis, le GEF et différents partenaires du GISP, des pays individuels, des organisations, et des particuliers engagés. Avec le soutien de la Fondation Nationale pour les Poissons et la Nature (NFWF) des Etats-Unis, le GISP a publié récemment des rapports sur les groupes de travail et les régions suivantes:

- Asie du Sud et du Sud Est
- Sud de l'Afrique
- La Région Australie – Pacifique

Ces rapports sont disponibles du secrétariat du GISP et téléchargeables sur le site web.





CAB International accueille un groupe de travail sur les EEE en Afrique de l'Ouest



Le groupe de travail régional de l'Afrique de l'Ouest sur la "Prévention et Gestion des Espèces Exotiques Envahissantes: Etablir une Coopération à travers l'Afrique de l'Ouest" s'est tenu entre le 9 et le 11 mars 2004, à Accra au Ghana. Avec des délégués de seize pays d'Afrique de l'Ouest, le groupe de travail a bénéficié d'une grande couverture médiatique dans la région et a réussi à atteindre son objectif principal de mettre en valeur les EEE et leurs conséquences socio-économiques et environnementales, tout en assurant une coopération régionale entre ces pays.

Le groupe a été accueilli par le gouvernement du Ghana, CAB International et le Gouvernement des Etats-Unis. L'événement a été sponsorisé par le Département d'Etat des USA, secondé par le GISP et il a attiré des délégués de très haut niveau de tous les pays participants. La rencontre a été ouverte par l'ambassadeur Américain au Ghana, Son Honneur Mary Carlin Yates, le Dr. Matthew Antwi, le Sous-Ministre à l'Environnement et la Science du Ghana, le Dr. Clement Ellede, le Sous-Ministre à l'Alimentation et l'Agriculture (MOFA) du Ghana, Mr. Dennis Rangji, le Directeur de CABI - ARC (African Regional Centre) et le Professeur Emmanuel Owusu-Benoah, en tant que Directeur Général Intérimaire du CSIR, Ghana.

Après trois jours de participation enthousiaste, les délégués se sont mis d'accord sur le fait qu'il fallait agir de toute urgence pour faire face à la gravité des EEE dans cette région et ont déterminé les priorités suivantes:



- Etablir des comités de pilotage et des priorités dans la lutte contre les EEE
- Etablir un mécanisme de coordination régionale sur les EEE (CABI et ARC doivent fournir un soutien dans l'intérim)
- Développer des stratégies nationales et des plans d'action sur les EEE
- Encourager une sensibilisation sur les conséquences des EEE et les menaces qu'elles constituent à des niveaux régionaux et nationaux
- Créer un réseau légal régional sur les EEE
- Améliorer la base de connaissances régionales sur les EEE
- Améliorer la communication régionale et la diffusion de l'information et
- Mobiliser des ressources financières de toute urgence

Ces actions sont listées dans la "Déclaration du Groupe de Travail" adoptée et distribuée à la fin du groupe de travail pour pousser à une action immédiate après la réunion. Cette déclaration et les actes du groupe de travail sont disponibles en français et en anglais auprès de l'organisatrice, le Dr Sarah Simons et son équipe à CABI - ARC:

P.O. Box 633-00621, Nairobi, Kenya.

Tel: +254 20 524450/62. Fax: +254 20 522150.

Courriel: cabi-arc@cabi.org.

Le Secrétariat du GISP était représenté par Kobie Brand, tandis que M. Dennis Rangji (CABI) et le Dr Geoffrey Howard (UICN) représentaient le comité de direction du GISP.

Le réseau de partenariats du GISP en action

3ème Congrès sur la Protection de l'Environnement Mondial

Bangkok, Thaïlande, 17-25 Novembre 2004

Nature et Société – Un seul Monde

Le 3ème Congrès Mondial de la Nature vise à explorer et à démontrer comment la protection de l'environnement influence les défis de développement et de durabilité les plus urgents – que ce soit la productivité, la pauvreté, le droit des gens à un environnement sain ou des entreprises prospères.



Le Congrès se tient tous les quatre ans, et il sera, cette année, plus grand que jamais, représentant le plus grand forum environnemental démocratique du monde, où les gouvernements, les ONG et les autres participants déterminent les problèmes environnementaux prioritaires et guident la politique et le programme de l'IUCN.

Le Congrès rassemble plus de 1000 organisations membres de l'IUCN. Il joue un rôle d'urgentiste unique en liant notre connaissance de la biodiversité, des écosystèmes et des espèces, et les prises de décisions pour le développement dans nos sociétés.

Le Congrès sera composé de trois parties distinctes mais reliées:

- les réunions de la commission de l'IUCN
- le Forum Mondial de la Nature
- l'Assemblée de Travail des Membres

Les réunions de la Commission détermineront les priorités pour le travail sur la protection de l'environnement pour les prochaines quatre années. On y discutera de nouvelles manières de faire face à l'extinction des espèces, d'améliorer la gestion des zones protégées, de voter de nouvelles lois pour la protection de la nature, en s'assurant que les bénéfices circulent des populations rurales aux ressources naturelles, en comprenant le fonctionnement de l'écosystème et en améliorant la connaissance de la protection par le public.

Le Forum Mondial de la Nature s'apprête à recevoir 3000

“A Bangkok, la grande famille de l'IUCN va présenter les preuves les plus récentes, les plus complètes et les plus fiables sur l'état de la Biodiversité de notre planète”.

Achim Steiner, Directeur Général de l'IUCN

représentants de pays, d'agences gouvernementales, de leaders mondiaux du monde des affaires, de scientifiques, de politiciens, la société civile et les jeunes. Le Forum s'efforcera de débattre et de trouver des solutions pour les problèmes urgents comme la disparition d'espèces et d'écosystèmes, la globalisation et les problèmes de santé qui y sont liés, l'allègement de la pauvreté, et les étapes économiques et légales pour assurer une utilisation durable des ressources naturelles.

D'après Jeffrey McNeely, le Directeur Scientifique de l'IUCN, le Forum va s'attaquer à des sujets comme les conséquences des invasions, les manières dont les paiements pour les services d'écosystèmes pourraient améliorer la vie dans les communautés rurales isolées, et les actions possibles pour empêcher la disparition globale des pêcheries.

L'Assemblée de Travail des Membres, le directoire de L'Union, où les membres de gouvernements et les non-membres vont juger des futures performances de l'IUCN, élire leurs représentants, se mettre d'accord sur les orientations du Programme de l'Union et déterminer les besoins en capacités institutionnelles et en gouvernance pour commencer le programme. Les membres débattront et adopteront des résolutions (qui ciblent l'IUCN) et des recommandations (qui ciblent des tiers) et se concentreront sur des problèmes d'intérêt global de protection de l'environnement, des politiques institutionnelles, des appels à l'action pour le programme et la



Le Programme Mondial sur les Espèces Envahissantes

commission, une gouvernance institutionnelle et des politiques administratives.

Le GISP et les espèces envahissantes au Congrès

Le GISP considère le Congrès de Bangkok comme une des rencontres sur la protection les plus importantes de ces prochaines années, et jouera un rôle actif à Bangkok. Nous prévoyons de nous engager de plusieurs manières et en close collaboration avec nos partenaires en:

- **Tenant une plateforme sur la protection de l'environnement pour lancer de nouveaux produits et des partenariats**
- **Montrant nos produits et services sur les espèces envahissantes**
- **Contribuant à un ou plusieurs groupes de travail sur la Synthèse Globale, en se focalisant sur plusieurs sujets comme le commerce, l'agriculture, l'économie, et le taux toujours croissant de perte de la biodiversité**
- **Montrant plusieurs posters sur des sujets actuels**
- **Soutenant notre partenaire, la Protection de la Nature, lors d'un groupe de travail sponsorisé sur des stratégies financièrement raisonnables pour que les pays émergents puissent attaquer le problème des EEE**

Le Congrès (WCC en anglais) promet d'être un forum important, animé et vivant. Nous sommes impatients d'assister à des collaborations et des discussions porteuses de fruits. Pour plus d'information sur l'UICN et le Congrès de Bangkok, allez sur www.iucn.org ou bien contactez:

- **Dr Steve Edwards, Conseiller Senior – Congrès Mondial de la Nature sur steve.edwards@iucn.org**
- **Mrs Jane Ganeau, responsable du Congrès sur jane.ganeau@iucn.org,**
- **Mrs Corli Pretorius, chef des Communications Globales sur corli.pretorius@iucn.org**

Qu'est-ce que l'UICN ?

Créée en 1948, l'UICN (l'Union Mondiale pour la Nature) rassemble 75 nations, 108 agences gouvernementales, plus de 750 ONG et 10 000 scientifiques et experts de 181 pays dans un partenariat mondial unique. La mission de l'UICN est d'influencer, d'encourager et d'assister les sociétés à travers le monde à préserver l'intégrité et la diversité de la nature et de s'assurer que l'utilisation de ressources naturelles est équitable et durable au niveau écologique.

L'UICN constitue le plus grand réseau de savoir sur l'environnement au monde et a aidé plus de 75 pays à préparer et à mettre en place des stratégies de protection de la nature et de biodiversité. L'UICN est une organisation multiculturelle et polyglotte avec plus de 1000 employés dans 62 pays. Sa direction générale est à Gland, en Suisse.

Les réseaux de l'UICN soutiennent:

- **Des partenariats** – entre les institutions et les particuliers pour gérer et restaurer des écosystèmes et protéger les espèces menacées
- **La connaissance** – en donnant à la société les informations et les outils dont elle a besoin pour assurer une durabilité dans le futur
- **Les innovations** – en gardant sous contrôle les incitations économiques et le pouvoir de la société pour aider à créer une durabilité
- **L'action** – en promouvant le partage des frais et des bénéfices de la protection de la nature et l'utilisation durable de la nature et des ressources naturelles

Les six commissions de l'UICN sont les références principales en ce qui concerne les connaissances sur la protection de la nature, mais aussi la politique et les avis techniques, et elles sont responsables de la mise en place du programme. Les membres des commissions sont des volontaires chargés de développer et d'avancer dans la connaissance institutionnelle de la protection, l'expérience et les objectifs de l'UICN. Les six commissions se concentrent sur les aspects techniques suivants:

- la survie des espèces
- les zones protégées
- les lois sur l'environnement
- l'éducation et la communication
- la politique environnementale, économique, et sociale
- la gestion des écosystèmes

La Convention de l'OMI vise à standardiser la gestion internationale des eaux de lestage

Adnan Awad de GloBallast – Afrique du Sud

La Conférence sur la Biodiversité a apporté de nombreuses pierres à l'édifice de la protection globale de l'environnement; entre autres, l'identification des manques ou des lacunes dans le travail en cours.

Nous manquons par exemple de connaissances sur la biodiversité aquatique et les innombrables menaces auxquelles elle fait face. Dans le passé, nous nous sommes concentrés sur les problèmes les plus évidents tels que la pollution marine et la surexploitation des ressources naturelles. La menace plus sournoise des espèces aquatiques envahissantes est devenue un problème grave récemment seulement.

Au contraire de nombreuses situations problématiques avec les espèces envahissantes sur la terre ferme, l'homogénéisation de la faune et de la flore aquatiques mitigée par la main de l'homme est le plus souvent irréversible. De plus, elle se passe dans des habitats que nous pouvons seulement observer irrégulièrement et à distance et les espèces envahissantes misent souvent et / ou exacerbent d'autres facteurs qui ont des conséquences sur les environnements aquatiques. Si nous acceptons que les espèces envahissantes aquatiques sont désormais la seconde plus grande menace à la biodiversité aquatique, après la surexploitation, nous devons aussi accepter qu'il n'y ait pas de législation internationale exhaustive encadrant la lutte contre ce problème spécifique. Du moins, jusqu'à récemment.

Northern Pacific Sea Star photo courtesy: <http://www.starfish.gov.nz/economic/facts/fact-marine-biodiversity2.htm>



Un grand tournant

A la conférence diplomatique tenue à Londres en février 2004, les Etats membres de l'Organisation Maritime Internationale (OMI), une agence des Nations Unies spécialisée et responsable de tous les transports maritimes, ont adopté la nouvelle Convention Internationale pour le Contrôle et la Gestion des Bateaux, des Eaux de lestage et des Sédiments. Cette adoption marque la fin d'un long combat pour arriver à mettre en place cette clef de voûte dans la protection des océans. D'un autre côté, elle marque le début d'un long chemin pour concrétiser les buts et les objectifs de la Convention et pour les transformer en outils puissants. Cette convention est aussi entourée de compromis et d'une certaine dose de controverse, ce qui entraîne un certain sentiment d'anticipation autour des personnes responsables de la mise en place.

Au cœur de la convention se trouve le problème des espèces aquatiques exotiques qui sont transportées dans les eaux de lestage des bateaux. On ne doute plus désormais que les eaux de lestage ne soient devenues le vecteur le plus efficace d'introduction d'espèces aquatiques, avec, en seconde place, les organismes parasites incrustés sur la coque des bateaux. Le nombre sans cesse croissant de bateaux dans la flotte mondiale (85 000 actuellement), associé à l'augmentation de leur taille et de leur vitesse, qui augmente la capacité de certaines espèces à survivre le voyage, a souligné l'importance et l'urgence de ce problème pendant les deux dernières décennies. Les exemples d'invasions importantes aidées par le déversement des eaux de lestage ne manquent pas. Elles ont des conséquences négatives sur les économies, la santé de l'homme et bien sûr



des écosystèmes entiers. En fait, les hommes dépendent de plus en plus des océans pour leur source d'alimentation, pour le tourisme et le développement des littoraux, et ce sont ces besoins qui soulignent de plus en plus clairement la nature et l'amplitude des conséquences de leurs actions. Pour le moment, nous n'avons pas la possibilité d'identifier entièrement et de quantifier la force de tels impacts. Pour cette raison, la portée et la signification des invasions aquatiques sont restées cachées par les problèmes déjà énormes de la gestion des invasions des espèces terrestres.

Le groupe de travail sur les eaux de lestage

Le Sommet Mondial de Rio de Janeiro de 1992 a marqué un tournant dans l'histoire de la lutte contre les espèces aquatiques envahissantes. A ce moment là, les inquiétudes montantes sur le rôle des eaux de lestage avaient déjà mené à la création d'un Groupe de Travail sur les eaux de lestage dans le cadre du Comité sur la Protection de l'Environnement Marin de l'OMI. En 1993, ce groupe a aidé l'OMI à développer et à publier les Directives pour la Gestion des Eaux de lestage, qui furent mises à jour en 1996. Pendant plusieurs années, cet ouvrage représenta la meilleure option disponible pour la gestion des eaux de lestage. Les directives se concentrent sur le remplacement des eaux de lestage en plein océan comme solution principale pour réduire le risque de transfert d'espèces.

Cette pratique entraîne le déversement de l'eau littorale d'origine en plein océan et son remplacement avec de l'eau du large, en justifiant que moins d'organismes planctoniques sont présents au large, et que cette eau représente donc un danger réduit pour le port de destination et les habitats littoraux. Même si le débat est vif au sujet de l'efficacité de cette méthode en pratique, elle reste le moyen le plus publicisé dans la nouvelle Convention, en l'absence de mieux.

Les directives, toutefois, n'ont pas été largement mises en place, et la pression sur l'OMI a augmenté peu à peu afin qu'elle finalise une législation mandataire internationale. L'OMI a d'abord pensé créer un texte qui aurait été une annexe à la Convention existante sur la pollution marine (MARPOL 1973/ 78), mais la nature unique et biologique des eaux de lestage ont poussé à adopter une approche indépendante. Pendant que l'OMI travaillait sur le développement d'un nouvel instrument légal, elle a aussi lancé un programme pour baliser le chemin d'une gestion des eaux de lestage dans les régions émergentes.



[A suivre sur la page suivante](#)

GloBallast

Le Programme de Gestion des Eaux de Lestage de l'OMI, l'UNDP et le FGE (GloBallast) a débuté dans six pays en 2000, et a depuis œuvré à la standardisation de la gestion des eaux de lestage à travers les principales régions en voie de développement, en préparation de la Convention. Au moment du Sommet Mondial pour le Développement Durable de Johannesburg (WSSD, Rio + 10), la nouvelle Convention de l'OMI prenait déjà forme, mais des retards dans sa finalisation commençaient à déranger la communauté internationale. Le Sommet de Johannesburg a réaffirmé son souhait de voir l'OMI finaliser et adopter la Convention afin de lutter contre les inquiétudes grandissantes au sujet d'une potentielle action unilatérale de lutte contre la menace des eaux de lestage qui ne soit qu'à un niveau national et même au niveau des ports.

L'industrie marine a suivi ce mouvement en soutenant les efforts de l'OMI, afin de s'assurer qu'un standard uniforme international gouvernerait leur activité, plutôt que de devoir se conformer à des standards nationaux divers. Finalement, en février 2004, l'OMI adoptait la nouvelle Convention à une conférence à laquelle 74 de ses pays membres avaient envoyé une délégation.

La Convention continue à promouvoir un remplacement des eaux de lestage comme solution intérimaire, mais elle reconnaît que cette technique a des limites et voudrait encourager la communauté R&D à rechercher une meilleure solution. Ces dernières années ont vu une explosion de la recherche sur les technologies de traitement à bord des bateaux, car le marché potentiel est estimé à des dizaines de millions de dollars.

Définir un standard de qualité des eaux de lestage

Pratiquement, la Convention propose une nouvelle orientation pour la gestion des eaux de lestage. Elle définit un standard de qualité des eaux de lestage qui doit être atteint avant que les eaux puissent être déversées. En d'autres mots,

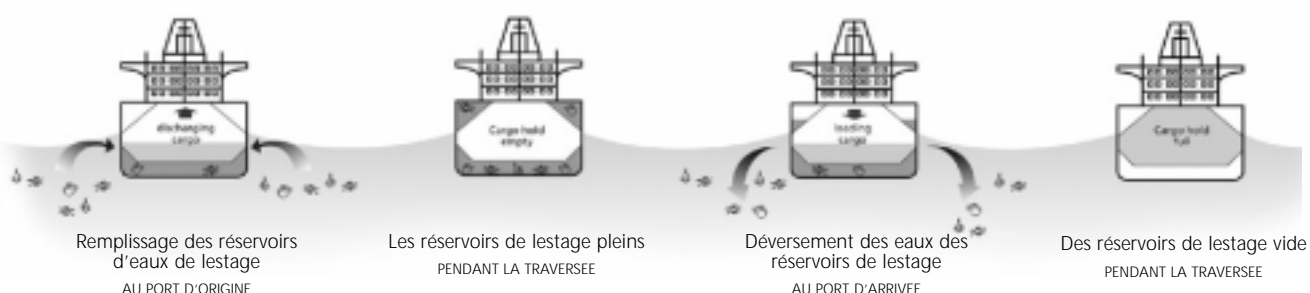
les organismes dans les eaux de lestage doivent être tués, désactivés ou enlevés. Toutefois, la Convention reconnaît que pour le moment, il n'y a pas, à bord des bateaux, une technologie qui atteigne le niveau requis (voir encadré 1).

Un débat international très vif a continué jusqu'à la toute dernière conférence, avec des propositions allant de 0,01 organismes par mètre cube jusqu'à 100 organismes par mètre cube. L'argument le plus prudent consistait à dire que le niveau requis doit être significatif au niveau biologique, et aussi servir à pousser la technologie vers un objectif. D'autres répondaient qu'un objectif pareil doit être plus à la portée de la communauté R&D afin de rester réaliste. Un représentant de cette communauté a observé que le niveau le moins strict, de 100 organismes par m³, pouvait être comparé à des conditions naturelles d'eau de mer, et donc ne présenter aucun défi pour les chercheurs. Finalement, le nombre de 10 a été accepté comme compromis, fournissant un point de départ pour la Convention, et du matériel pour les débats suivants.

La Convention sera appliquée 12 mois après que 30 pays au moins, représentant 35 pour cent du tonnage marchand maritime, l'aient ratifiée. Les participants à la Convention ont le droit de prendre des mesures plus strictes que celles recommandées, du moment qu'ils respectent les lois internationales, et ne présentent pas un plus grand danger que celui qu'ils cherchent à éviter. Les dates cibles pour se plier au nouveau standard sont citées dans la Convention, et vont de 2009 pour les bateaux neufs à 2016 pour une application complète par tous les navires.

Ratification de la Convention

Plusieurs pays cherchent maintenant activement à ratifier la Convention, et à gérer ce qu'elle implique. Les défis initiaux sont surtout légaux et institutionnels pour les pays qui n'ont pas actuellement de contrôle sur les eaux de lestage. Certains pays où la gestion des eaux de lestage est un problème depuis un certain temps, comme les Etats Unis et l'Australie risquent





de devoir affronter d'autres défis, et respecter ce nouveau traité risque d'entraîner des modifications dans le status quo. Pour le moment, l'Australie opère d'une manière assez risquée puisqu'elle autorise les navires à déverser leurs eaux de lestage telles quelles si on considère qu'elles ne présentent pas un risque sérieux. Aux Etats Unis, plusieurs régions inquiètes ont poussé vers une législation nationale qui va au delà du niveau de standards proposés dans la nouvelle Convention. La pression politique pour ratifier la Convention telle quelle risque de rejeter leur demande d'un régime national plus strict.

Les représentants de l'industrie maritime ont exprimé leurs inquiétudes au sujet de certains aspects de la Convention, mais ils ont réaffirmé à l'OMI qu'ils s'engagent à long terme sur la coopération et le respect d'un traité international. Tandis que l'implémentation se fera peu à peu pendant les prochaines années, des navires spécifiques auront une permission spéciale pour travailler avec la communauté R&D pour aider à améliorer l'état des technologies disponibles pour gérer les eaux de lestage. Avec plusieurs techniques qui se profilent à l'horizon, il est déjà prévisible que la menace des introductions d'espèces via les eaux de lestage sera significativement réduite dans un futur proche. Bien que les eaux de lestage ne soient qu'un des mécanismes liés à l'homme qui déplace des espèces aquatiques autour du monde, la nouvelle Convention constitue un pas énorme vers la réduction de la menace pour la biodiversité marine. En dépit de quelques points faibles, peut-être, la Convention est une fondation sur laquelle bâtir, et qui favorisera des avancées technologiques.

Standards de la Convention sur la Gestion des Eaux de Lestage

La Règle D-1 *du Standard de Performance des Eaux de Lestage*:

Les navires remplaçant leurs eaux de lestage le feront avec un taux de 95 % d'échange volumétrique des eaux de lestage. Pour les bateaux changeant leur eau par pompage, le fait de pomper trois fois le volume de chaque réservoir de lestage devrait être considéré comme répondant au standard. Pomper moins de trois fois le volume peut être accepté si le bateau peut prouver qu'au moins 95 % de l'échange volumétrique est fait.

La Règle D-2 *du Standard de Performance des Eaux de Lestage*:

Les navires désireux de gérer leurs eaux de lestage doivent déverser moins de 10 organismes viables par mètre cube, qui soient de taille minimale supérieure ou égale à 50 micromètres. Ou bien moins de 10 organismes viables par millilitre, et de taille minimale inférieure à 50 micromètres et supérieure ou égale à 10 micromètres, et le déversement des microbes indicateurs ne doit pas dépasser les concentrations spécifiées.

Que sont les eaux de lestage ?

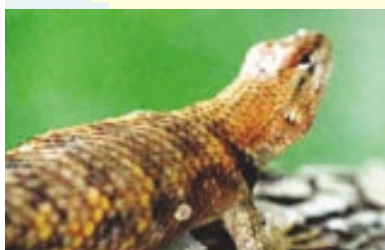
Ce sont des eaux qui sont conservées dans des réservoirs spéciaux de lestage afin de stabiliser le bateau sur l'océan quand il ne transporte rien. De gros porteurs peuvent avoir une capacité de 150 000 tonnes. Ce lestage est essentiel à la sécurité du navire en mer et fait désormais partie intégrale du transport moderne.



Nouvelles Mondiales des Invasions

BOCA GRANDE - FLORIDE

Invasion d'iguanes



Boca Grande, une petite île tropicale près de Charlotte Harbor, doit faire face à un sérieux problème: des iguanes des forêts tropicales **Mexicaines** et **d'Amérique Latine** représentent désormais le double de la population humaine qui est d'environ 1000 personnes.

Les reptiles sont une source d'ennui pour les habitants de l'île car ils rampent dans les maisons, les greniers, les conduits d'air conditionné, et même la tuyauterie émergeant des sanitaires. Mais il est à craindre aussi qu'ils n'aient des conséquences négatives sur les espèces d'animaux indigènes, en particulier la tortue de Gopher qui est menacée et dont ils mangent les œufs dans leurs nids géants. Les iguanes mangent aussi des plantes, y compris des fleurs indigènes et les jardins potagers.

Descendants d'animaux domestiqués relâchés ou échappés, ils sont sur l'île depuis au moins 25 ans, et en l'absence de prédateurs naturels, ils se sont multipliés. Les envahisseurs de l'île sont surtout de l'espèce mexicaine " fouette-queue". Les résidents ont pris les armes – littéralement, car certains utilisent des carabines à plomb - surtout à travers un plan communautaire pour aider à la croissance et au développement sur l'île. Il est prévu de déployer des officiers de contrôle des animaux pour attraper les iguanes.

Ces animaux sont désormais devenus un grave problème, puisque la région des **Keys de Floride** fait face à une situation similaire. Bien que les autochtones et les visiteurs réagissent plutôt bien aux iguanes, ils reconnaissent aussi que pour empêcher des conséquences négatives graves sur l'environnement et le tourisme, ils doivent être contrôlés.

En soulignant le fait que les iguanes sont devenus des parasites à **Miami** et à **Los Angeles**, à cause des personnes qui s'en débarrassent dans les parcs de la ville et dans la nature, le chef vétérinaire du zoo Negara en **Malaisie**, Dr Vellayan Subramaniam, a récemment lancé un avertissement sur le danger grandissant dans son pays, du à l'augmentation du commerce de ces animaux comme animaux de compagnie en Malaisie.

Sources: Wendy Fullerton, publiée sur www.newspress.com le 26 Avril 26, 2004
Et Tan Lee Kuen publié sur <http://thestar.com.my> le 24 Avril, 2004.

ECOSSE

Les lochs envahis

C'est en février, lors d'une étude environnementale pour la création d'un terminal de ferry à Cairnryan, que des consultants ont remarqué pour la première fois l'algue brune du Japon (*Sargassum muticum*) - le plus récent envahisseur connu **des eaux écossaises**. Leur découverte a été confirmée plus tard par une autre étude.

Selon un rapport du Patrimoine National Ecossois, (SNH), publié le 22 avril 2004, cette algue non désirée est une des 24 espèces aquatiques exotiques qui menacent désormais l'équilibre écologique précaire des lacs d'eau salée écossais.

L'algue est présente le long de **la côte anglaise sud**, et va jusqu'à **la côte galloise et l'Irlande du Nord**. Les biologistes marins ne sont pas certains de la manière dont l'algue a été introduite dans le loch, mais il est probable qu'elle soit arrivée attachée à la coque de navires du grand large; puis qu'elle ait été déversée dans des eaux de lestage, ou bien qu'elle ait été transportée sur des crustacés ou de l'équipement pour leur commerce importé de **Chine** ou du **Canada**.

En plus du fait qu'elle bloque les canalisations d'eau et qu'elle étouffe les espèces indigènes, l'algue brune du Japon pourrait, si elle s'installait, avoir des effets sévères et continus sur l'industrie du coquillage qui rapporte des millions de livres à l'Ecosse, en endommageant l'équipement et en interférant avec les opérations.

Sources: "Tendances du Patrimoine Naturel: les mers autour de l'Ecosse" – un rapport publié par le Patrimoine National Ecossois, 22 avril 2004 et *The Scotsman*, 23 avril 2004.

CHILI

Les forêts indigènes envahies par un insecte exotique d'Europe

Le puceron du cyprès, *Cinara cupressi*, un insecte natif d'Europe, a été détecté pour la première fois au Chili en Septembre 2003, quand il attaqua des plantations exotiques du genre *Cupressus*. Des enquêtes suggèrent que le puceron s'est déjà répandu largement dans le pays, affectant les *Cupressus* et de nombreuses autres espèces forestières. Des recherches de références ont révélé qu'en Afrique le puceron a aussi attaqué la famille *Callitris* et *Widdringtonia*, qui ont une relation phylogénétique avec la *Fitzroya*, le *Dacrydium* et le *Pilgerodendron*, tous indigènes du Chili. Cela signifie qu'il est très probable que le *C. cupressi* puisse aussi s'adapter aux arbres de ces trois familles indigènes.

L'aphide est déjà en train d'attaquer *Austrocedrus chilensis*, un conifère natif du Chili et d'Argentine, classé comme fragile. Le puceron est présent sur toutes les variétés de l'espèce, ce qui démontre une invasion agressive. Des études récentes montrent que la mortalité des arbres atteint 30 % par endroits. Deux hôtes potentiels du puceron sont les deux conifères *Fitzroya cupressoides* (un symbole naturel du Chili) et le *Pilgerodendron uviferum* (le conifère situé le plus au sud du monde). La zone potentielle de l'attaque au Chili couvre plus de 1.2 millions d'hectares, ce qui correspond à la surface totale de forêt où vivent les espèces *Fitzroya cupressoides*, *Astrocedrus chilensis* et *Pilgerodendron uviferum*. A cause de l'adaptation du puceron aux conditions du Chili, et du grand territoire qu'il couvre, les scientifiques considèrent le contrôle biologique comme solution à long –terme au problème, en utilisant la *Pauesia sp.* (*Hymenoptera: Braconidae*) comme agent potentiel de contrôle, car elle a été utilisée avec succès dans des programmes de contrôle de plusieurs pays africains.

Source: Dr Agustin Iriarte, Chili, Courriel: agustin.iriarte@sag.gob.cl

MALAWI

Un contrôle biologique qui n'est pas gratuit



Une nouvelle race d'herbe graminée et de papyrus, plus agressives que la végétation habituelle se sont installées au **Malawi**. Ces nouvelles plantes flottent en couche épaisse sur la **rivière Shire**, et peuvent être trouvées en masse jusqu'à 150 km en amont de la centrale hydro-électrique de Nkula. En bloquant le flot de la rivière dont la centrale a besoin, ces herbes provoquent régulièrement des coupures de courant, causent des dommages à l'économie et coûtent au pays plus de 500 000 livres sterling par jour.

Des grues et des camions sont utilisés quotidiennement pour enlever des tonnes d'herbes, mais la bataille n'est toujours pas gagnée. On attend des machines qui coûteront encore plus cher. D'après le ministre de l'énergie, les interruptions de la centrale hydro-électrique, qui constitue la source principale de production des 355MW du Malawi, coûtent au pays un tiers de son PIB chaque année.

L'ironie est en fait le lien avec la jacinthe d'eau, qui est le pire envahisseur d'Afrique. Comme partout ailleurs sur le continent, la jacinthe d'eau a probablement été introduite au Malawi par des colons Européens. Afin de contrôler l'extension rapide de la jacinthe dans les eaux douces du Malawi pendant les années 90, qui a menacé le lac Malawi lui-même, on a importé deux coléoptères natifs du **Brsil** (terre d'origine de la Jacinthe) le *Neochetina aearchornae* et le *Neochetina bruchi*. Ces 500 000 charançons se sont révélés très efficaces comme agents de bio-contrôle mais sans le vouloir, ils ont aussi créé un environnement riche en nutriments favorable à l'herbe à hippopotame et au papyrus.

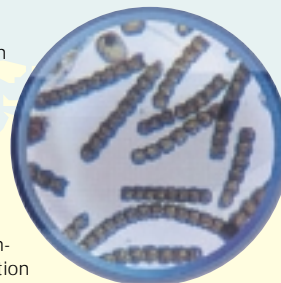
Cette seconde vague de pousse a eu lieu au moment où les autorités pensaient qu'elles avaient gagné la bataille. Mais en se nourrissant des feuilles pourries et des branches des jacinthes d'eau, les nouvelles herbes se sont propagées rapidement et agressivement sur les voies d'eau du pays, forçant les autorités à combiner des moyens biologiques, chimiques et mécaniques pour contrôler la "revanche" de la jacinthe. Ce procédé coûteux est considéré comme un programme de contrôle à long terme, et certaines personnes au pouvoir pensent qu'il sera sans fin.

Source: The Guardian, 24 Mai 2004 ou www.guardian.co.uk

AUSTRALIE

Innovations sur les parasites aquatiques

Les biologistes marins du CSIRO, en **Australie**, ont testé avec succès une nouvelle technique pour détecter les parasites dans les eaux de lestage des navires. En termes simples, la technique utilise une sonde d'ADN pour amplifier la cible "signature ADN ou empreinte" séquentiellement, pour identifier la présence de l'espèce cible dans un échantillon d'eau de lestage. L'amplification séquentielle est utilisée afin que l'espèce cible puisse être isolée d'un échantillon composé de nombreux ADN d'espèces.



Cette nouvelle technique est rentable, et elle rend les techniques actuelles de séparation, plus chères, inutiles. Elle est aussi innovante et permet une identification unique de l'espèce cible à des stades larvaire et juvénile, au contraire des techniques microscopiques conventionnelles. Des enquêtes spécifiques à des espèces ont été développées pour trois espèces à haute priorité en Australie:

- L'étoile de mer du Nord Pacifique (*Asterias amurensis*)
- L'huître creuse du Pacifique (*Crassostrea gigas*)
- Le gonyaulax toxique (*Gymnodinium catenatum*)

L'équipe de recherche du CSIRO était menée par le Dr Jawahar Patil et était composée du Dr Nic Bax, Mr Bruce Deagle, et le Dr Rasanthi Guasekera. Le développement des sondes a été fait en partenariat avec les industries de transport maritime et portuaires et le Département de Quarantaine et d'Inspection Australien, et financé par le Fond pour les Patrimoines Nationaux Naturels du Commonwealth, le gouvernement de la province de Victoria et le CSIRO.

L'équipe de recherche et le monde du transport maritime sont enthousiasmés par cette technique unique au monde et ses applications possibles dans le monde entier, ainsi que le développement d'autres sondes, afin d'identifier de nombreuses autres espèces. "Nous espérons qu'un jour, nous serons capables de prélever un échantillon d'eau de lestage et de le tester pour vérifier simultanément la présence des 12 parasites aquatiques identifiés en Australie et des 34 espèces en provenance de l'étranger déclarées les plus susceptibles d'envahir" a déclaré le Dr Patil. « Il ne faut pas plus de temps pour rechercher plusieurs espèces qu'une seule, et la technique deviendra de plus en plus efficace quand plus de sondes seront développées ».

Des échantillons d'eau de lestage sont pour le moment en train d'être analysés au laboratoire, mais l'équipe du CSIRO cherche des moyens pour rendre le procédé automatique afin que l'eau de lestage puisse être surveillée à bord du bateau. "Quand la capacité de cette technique augmentera, nous serons capables de recommander une orientation pour la recherche, les efforts technologiques, et la manière de gérer afin de se protéger efficacement des espèces qui arrivent en Australie et la propagation de celles qui sont déjà présentes sur le continent" a déclaré le Dr Bax.

Cette technique risque d'être appliquée à l'international, surtout parce que l'attention mondiale est de nouveau fixée sur les problèmes d'invasions aquatiques, grâce à la nouvelle Convention Internationale sur les eaux de lestage. "Nous avons publié les détails complets des techniques que nous avons utilisées jusqu'à présent pour développer les sondes, de manière à ce que les autres chercheurs puissent développer des sondes similaires pour les espèces qui les intéressent, en utilisant un format de sonde commun qui va permettre aux chercheurs individuels d'utiliser un jour des sondes de beaucoup de sources" dit le Dr Bax.

Source: CSIRO sur www.marine.csiro.au avec des apports du Dr Nic Bax. Voir aussi les pages 10- 13 de cette lettre d'information pour plus de détails sur la Convention.

CALIFORNIE

La menace de la mort soudaine du chêne

Les pathologistes de la flore californiens se débattent pour réussir à arrêter la propagation d'un agent pathogène qui cause la mort soudaine du chêne, le *Phytophthora ramorum*, qui a été découvert dans une pépinière qui livre le pays entier, en mars 2004. Suite à cette découverte, les ventes de toutes les plantes susceptibles d'abriter cet agent pathogène ont été immédiatement interrompues, mais il est à craindre que des plantes infectées aient déjà été envoyées dans 783 centres de vente dans 39 Etats cette année.

Cet agent pathogène a été la cause de la dévastation des forêts californiennes, de l'abattage de dizaines de milliers de chênes différents, et a aussi infecté les azalées, les rhododendrons, les érables et de nombreuses autres espèces. Sa récente découverte n'est pas la première dans les pépinières, puisque l'agent pathogène avait déjà été trouvé dans celles de **San Francisco** en 2001, et l'an dernier dans les états de **l'Oregon, du Washington et de la Colombie Britannique**.

C'est lors de l'inspection de 80 pépinières californiennes que la dernière découverte a été faite chez un important fournisseur en gros, qui fait partie du groupe Monrovia Nursery. Les scientifiques craignent que la pénétration ne soit potentiellement nationale.

Quelques jours plus tard, une pépinière de **San Diego** a été confirmée infectée immédiatement avec plus de 11 tests positifs. Le Département de l'Agriculture et des Services Publics de Floride a aussi identifié la présence de cet agent dans trois pépinières de Floride qui avaient reçu des plants importés par la compagnie Monrovia en Californie.

Les chercheurs du Département de l'Agriculture, l'USDA ont rapidement dressé des listes de toutes les pépinières fournies par Monrovia l'an passé et sont en train d'investiguer ces pistes, tout en commençant aussi une observation des zones peuplées de chênes dans 23 Etats pour rechercher le *P. ramorum* et empêcher si possible un désastre national.

Sources: Science, Vol. 303, numéro 5666, 26 Mars 2004 & www.doacs.state.fl.us

PALAU

Une action drastique dans un paradis tropical

Les équipes d'élimination de l'île de **Palau** dans le Pacifique utilisent du roténone, un produit chimique, pour se débarrasser de plus de 30 000 tilapias, le poisson le plus communément élevé dans le monde, dans un effort drastique pour protéger ses espèces indigènes et sa riche biodiversité. Cette action se fait dans le cadre d'une élimination générale du poisson qui se trouve pour le moment seulement dans les eaux douces de l'île de Palau.

Le fait que cet envahisseur originaire du **Moyen Orient** et de la **région du Nil** en **Afrique** soit confiné à seulement quatre étangs sur l'île est un bon point pour les autorités de l'île. Mais, même dans ce cas de figure, si Palau arrivait à se débarrasser complètement du tilapia, ce serait une première dans le Pacifique. **Nauru** par exemple se bat avec le tilapia depuis 1978.

Bien qu'il soit une excellente source de protéines et qu'il soit un succès en aquaculture, le tilapia est aussi hélas un envahisseur virulent. Il domine facilement les espèces indigènes car il se nourrit de n'importe quoi et se reproduit très rapidement. Il traîne un passif très lourd: morts massives de poissons dans le **Lac Victoria** et des impacts environnementaux et socio-économiques désastreux partout ailleurs, qui vont de pair avec sa capacité à s'adapter aux eaux salées – tout cela constitue une ample justification aux yeux des autorités de Palau qui sont chargées de son éradication.

Palau pense que le poisson est arrivé dans des chargements de poissons *chanos* vivants provenant de **Bali**, vendus comme appâts aux bateaux de pêche étrangers. En conséquence, Palau a récemment banni tous les imports de *chanos* jusqu'à ce qu'on apporte la preuve que les chargements ne contiennent pas de tilapia.

Source: *The Taipei Times*, 19 avril 2004, et le terradaily sur www.terradaily.com

AFRIQUE DU SUD

Le contrôle du tahr d'Himalaya sur la Montagne de la Table

Les **Sud-Africains** ont de nouveau dû prêter attention aux espèces exotiques envahissantes suite à un nouveau programme d'élimination des **tahrs d'Himalaya envahissants sur la Montagne de la Table**. L'affaire est allée devant la justice car un groupe environnemental local, "les amis des tahrs" s'est opposé à ce qu'on tire sur ces animaux non-indigènes pour les éliminer de la plus célèbre montagne d'Afrique du Sud. La Haute Cour leur a donné tort, et a donné le feu vert au manager du parc, Brett Myrdal, pour continuer à tuer la centaine de chèvres sauvages. Myrdal a expliqué que le parc avait pris la décision de retirer le tahr envahissant du parc en 1999 afin de permettre la réintroduction d'animaux indigènes comme les oréotagues sauteurs (klipspringers), les rhebok gris et les duikers gris qui ont pratiquement disparu à cause de la chasse et de la négligence de l'environnement.



Tahr picture courtesy: <http://jazzam.winter.ca/pil/taha.htm>

Dans les années 30, quelques tahrs d'Himalaya, *Hemitragus jemlahicus*, se sont échappés d'un zoo sur les pentes de la Montagne de la Table, au cœur de la ville du Cap. Il n'y avait pas de gros prédateurs dans ce havre de nature au cœur de la ville, et leur nombre a rapidement atteint 600 dans les années 1970. Ceci a poussé au premier programme d'élimination en 1973. Ce programme a été interrompu avant que les tahrs ne soient complètement éliminés à cause des protestations continues des protecteurs des droits des animaux. De nos jours, leur manière de s'alimenter et leur piétinement continuent à menacer la flore riche de la montagne et à accentuer l'érosion. Parce que la capture des animaux vivants est presque impossible, leur tirer dessus reste l'option la plus viable. La direction du parc espère réussir à éliminer les animaux totalement d'ici à un an, et a assuré le public que des méthodes humaines, comme l'emploi de tireurs d'élite, et approuvées par le Comité Indépendant sur l'utilisation et le soin aux animaux seront appliquées.

Sources: *Bua News*, Pretoria, 17 mai 2004, et <http://allafrica.com>

TRINIDAD

Une nouvelle arme pour la lutte de l'Inde contre l'invasion de miconia

Un projet pour trouver une solution du genre Gestion Intégrée des Parasites contre la miconia a mené à l'identification d'une partie de la *Puccinia spegazzinii*. Elle semble être l'agent de contrôle biologique le plus adapté à une introduction en Inde. Le projet est financé par le Département Britannique pour le Développement International (DFID).

La souche particulière de la rouille de **Trinidad** a été sélectionnée parmi une large gamme d'agents pathogènes fongiques qui existent sur la miconia dans son état néo-tropical, et a prouvé sa virulence sur un ensemble de populations de miconia en Inde, y compris celle des Ghâts de l'Ouest.

Après avoir été testée sur 55 espèces de plantes, dont des récoltes, la rouille de Trinidad s'avère être néfaste seulement pour la miconia. De plus, elle lui cause de graves dommages, puisqu'elle provoque la nécrose des feuilles et des pétioles puis la mort de la plante entière. On s'attend à ce que l'introduction de cette forme de rouille en Inde soit très efficace comme agent de contrôle biologique contre la miconia, en réduisant significativement la pousse et la propagation.

Avec moins de temps passé à déraciner les plantes, la productivité agricole va augmenter, ce qui pourrait augmenter la productivité et alléger la pauvreté des fermiers. Le contrôle de la miconia sera aussi un bienfait pour la biodiversité dans les régions où cette herbe est en train de causer des ravages. La rouille de Trinidad est conservée en quarantaine à **New Delhi** pour une évaluation et une observation finales, et il est prévu de la lâcher cette année. Le projet est aux mains de CAB International Bio-science UK avec l'Institut Indien de la Recherche de la Forêt Kerala ; le Directeurat de Contrôle Biologique et l'Université Agricole Assam.

En **Chine**, où la miconia est aussi un envahisseur préoccupant, un projet similaire de contrôle a récemment débuté avec des fonds de l'Initiative Darwin.

Source : *New Agriculturist* sur www.nw-agri.co.uk

SEYCHELLES

Une étude de référence sur les espèces aquatiques envahissantes

En réponse aux inquiétudes sur les pénétrations des EEE aquatiques dans les ports partout dans le monde, favorisées par une augmentation du trafic maritime, les scientifiques ont commencé à enquêter pour déterminer l'impact des espèces envahissantes sur les côtes des **Seychelles**. L'équipe de l'UICN va diriger cette étude pendant les deux prochaines années, en partenariat avec les scientifiques locaux du SCMRT – MPA et le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles, ainsi que ceux du Réseau Global de surveillance de la Barrière de Corail et de la Dégradation du Récif de Corail dans l'Océan Indien (CORDIO).

L'UICN a élu les Seychelles comme site pilote pour ce programme, en partie à cause de ses succès prouvés dans la lutte des espèces envahissantes terrestres. Les récifs de corail de l'archipel ont aussi attiré l'attention des chercheurs, puisque l'une des phases du projet va se pencher sur l'effet des espèces envahissantes aquatiques sur des récifs de corail intouchés et des récifs abimés.

Source: UICN sur www.uicn.org

CHINE

Pékin est attaqué

Les gardes forestiers de **Pékin** craignent un désastre dans la ville et ses environs si deux envahisseurs, parasites pour les plantes et les récoltes, ne sont pas contrôlés efficacement. Bien qu'on ne les ait pas découverts dans la ville pour le moment, les préparatifs ont été lancés pour garder le **papillon blanc Américain** et le **bupreste rouge du sapin** hors des murs.



Photographer: Bob Oakes
http://cab.arizona.edu/extension/npes/_pages/225424.html

Le papillon blanc se reproduit vite et mange beaucoup – une famille de larves peut dévorer les feuilles d'un arbre en bonne santé en quelques jours seulement et il a déjà été trouvé dans la **province de Hebei** sur les bords de la ville, et dans certaines parties de la **Municipalité de Tianjin**.

L'autre menace sur la ville est le coléoptère qui est responsable de la mort de millions de pins chinois dans la région de la **Montagne Tiahang**, pas très loin de la capitale. Ces insectes tuent l'arbre en mangeant l'écorce à partir du bas de l'arbre, ce qui conduit inéluctablement à sa destruction.

Dans une ville consciente des dangers de nouvelles invasions, des mesures additionnelles de prévention ont désormais été mises en place pour que ces deux espèces ne s'approchent pas. Pékin exerce une prévention et un contrôle strict en son sein ; entre autres des inspections biannuelles en Mai et en Octobre et des pulvérisations de pesticide par presque 200 avions dans les endroits où les espèces exotiques peuvent s'établir.

D'après le journal *China Daily*, une proposition présentée récemment à la Conférence Consultative de Politique du Peuple Chinois indique qu'une espèce envahissante peut causer des pertes de plus de 6,9 millions de dollars aux secteurs de l'agriculture et de la foresterie chinois.

Source: *China Daily*, 29 mars 2004

AUSTRALIE

La province du Queensland met la main à la poche

Les parasites envahissants coûtent plus de 60 millions de dollars par an à la province du **Queensland** en **Australie**, a déclaré récemment le Dr Anthony Pressland du Département des Ressources Naturelles du Queensland à une enquête du Sénat au sujet des espèces envahissantes.

Il a continué en qualifiant le climat du Queensland comme hospitalier pour les plantes envahissantes et les animaux sauvages. 60 espèces exotiques de vertébrés et plus de 1120 ont "colonisé" la province. En 10 ans, de nombreuses invasions ont été découvertes ; entre autres, plusieurs herbes, les téphrites de la papaye, les fourmis du feu et les parasites aquatiques comme la tortue à oreilles rouges.

Le Queensland est constamment menacé, à la fois par de nouvelles invasions et par des espèces établies qui se propagent encore. Les cochons sauvages par exemple ont affecté, on estime, pour une valeur de 12 millions de dollars de production primaire, tandis que cinq herbes seules ont coûté à l'état plus de 50 millions de dollars annuels en production perdue et en coûts de contrôle.

Toutefois, aussi élevés que soient les coûts de contrôles, ils restent inférieurs aux bénéfices, a déclaré le Dr Pressland. Il ajouta qu'une récente étude économique a montré que chaque dollar dépensé pour la gestion des parasites pouvait générer 6,40 dollars en bénéfice, soit un bénéfice de 540 %!

Source: *The Australian*, 14 avril 2004

Des individus contre les EEE

Cette partie de la lettre d'informations du GISP est consacrée à ces personnes remarquables, partout dans le monde, qui s'illustrent dans la lutte contre les EEE. Ces "champions" montrent un engagement, une motivation et une énergie exceptionnels, et repoussent les limites des innovations scientifiques et techniques dans leur lutte contre les EEE.

Silvia Ziller – Une innovatrice au Brésil

Après plusieurs années passées à publiciser les EEE parmi les professeurs d'université, les scientifiques, les dirigeants et les bailleurs de fonds, Silvia Ziller est désormais devenue connue partout au Brésil, et plus loin encore, pour sa motivation remarquable, et ses succès dans le cadre des EEE.

Quand elle était jeune consultante menant des études dans les forêts du Brésil il y a plusieurs années, Silvia ne comprenait pas pourquoi personne ne s'intéressait au nombre de pins qui augmentaient et infiltraient l'écosystème naturel de pâturages. Il ne lui a pas fallu longtemps pour réaliser que presque rien n'était fait pour lutter contre le danger croissant des EEE dans son pays. Après avoir fini sa thèse sur les pins envahissants, Silvia rencontra John Randall (qui est maintenant le Directeur Exécutif de l'Initiative TNC des Espèces Envahissantes) qui lui expliqua son travail contre les EEE en Australie, en Nouvelle Zélande et aux Etats Unis – et Silvia se plongea tout de suite dans un tout nouveau monde de savoir sur les EEE, et l'emmena vers son Doctorat en Décembre 2000.



Développement de l'Environnement en 2002. Cette organisation fournit un cadre institutionnel sur un thème de travail sur lequel aucune autre organisation au Brésil ne travaillait encore. Le travail fait par Silvia et l'équipe de Horus a mené très rapidement à une étude nationale sur les EEE sous l'égide du Ministère Brésilien de l'Environnement et le TNC.

Aujourd'hui, les activités de l'institut Horus incluent une vaste gamme de projets sur les EEE, qui vont des initiatives de sensibilisation au développement de la politique, à la formation, la recherche, la gestion ainsi que l'assistance technique aux compagnies principales de foresterie.

« Avec l'IDEAAS (Institut pour le développement de l'énergie alternative et la durabilité) une ONG basée à Porto Alegre au Brésil, dont le fondateur est aussi un membre de Ashoka, F. Bio Rosa, nous avons développé des modèles alternatifs pour l'utilisation des espèces exotiques en foresterie en travaillant avec les espèces indigènes. Nous avons trouvé que la valeur du bois indigène est 5 ou 6 fois celle des pins ou des eucalyptus, et nous avons planté des forêts pour prouver la viabilité de la biodiversité indigène. Nos plantations ont maintenant un an, et nous concluons l'évaluation de la faisabilité économique avec des projections de revenus pour les 25 ans à venir et plus loin. Nous avons aussi établi un forum sur les EEE et le développement durable dans l'Etat de Rio Grande do Sul pour servir de modèle à un conseil national dans le futur ».

Silvia est désormais membre du Comité du GISP et du Comité de Pilotage temporaire du GISIN (voir page de couverture) et elle est devenue récemment membre du Groupe de Spécialistes des Espèces Envahissantes (ISSG).

Comment mettre la théorie en pratique du mieux possible ?

Silvia devait relever le défi de trouver des scientifiques brésiliens et des bailleurs de fonds intéressés par les invasions biologiques. Après une année de recherche, Silvia réussit à s'assurer le soutien de Ashoka Social Entrepreneurs (une organisation internationale qui vise à soutenir les innovations), ce qui lui permit, pour la première fois, de consacrer tout son temps aux EEE. Forte de ce soutien, Silvia est devenue la Présidente de l'Institut Horus pour la Protection et le

Sandy Lloyd – Bâtir un réseau pour les Espèces Exotiques Envahissantes

“Quand j’ai fini ma licence de biologie, je pensais travailler avec les plantes indigènes, mais j’ai fini par travailler avec les plantes envahissantes”.



Après avoir travaillé au Ministère de l’Agriculture d’Australie Occidentale (WA) pendant 18 ans, comme scientifique des herbes, Sandy s’intéresse de près aux espèces envahissantes et aux problèmes qui leur sont associés, comme la quarantaine et la biosécurité. Se consacrant

entièrement aux problèmes causés par les EEE, elle est aussi une participante au CRC Herbes (weeds.crc.org.au).

Pendant qu’elle travaillait au Ministère de l’Agriculture, Sandy a constaté un changement d’attitude: ***“Quand j’ai commencé à travailler ici, la mise en quarantaine était très focalisée sur la protection de l’agriculture ; mais il existe désormais une approche beaucoup plus holistique de la protection de l’environnement. La structure du personnel a aussi changé ; quand j’ai commencé à travailler ici en 1986, le lieu de travail était très clairement dominé par les hommes, et l’accent était mis sur les diplômes en science agricole” dit-elle, “mais il y a désormais de nombreuses femmes, de nombreuses personnes qui viennent de milieux non anglophones et une variété beaucoup plus grande de diplômes acceptés”.***

Sandy est présidente de la Société des Herbes d’Australie Occidentale, et est elle-même une source incomparable de connaissances sur les dernières invasions d’EEE, sur les innovations, les événements, les nouvelles et les contacts. Sa réputation et sa capacité à former des réseaux la précèdent où qu’elle aille dans le monde, et elle est connue et respectée parmi les autres sommités mondiales sur les EEE.

Complètement impliquée dans sa tâche, Sandy surveille constamment les magazines de jardinage, les pages des agences immobilières dans les journaux, des milliers de sites Internet et d’autres sources d’information pour trouver des espèces bannies et rapporte ces infractions aux autorités compétentes régulièrement. Elle s’est assignée la tâche de faire campagne en allant sans arrêt sur place avec des inspecteurs, en écrivant des lettres aux magazines, et en éduquant le public partout où elle va.

Comme si cela n’était pas encore suffisant, son dernier centre d’intérêt est l’Internet qu’elle considère comme un vecteur pour de nouvelles invasions, surtout les plantes, partout dans le monde et elle collabore actuellement avec des collègues américains, le GISP et d’autres sur ce problème.

Un nouveau président pour le GISP

Dr Mark Lonsdale, Assistant directeur du département d’entomologie à Canberra en Australie, a été élu le nouveau Président du conseil d’administration du GISP. Il a remplacé le Président sortant, Dr Guy Preston, à la réunion annuelle du conseil d’administration du GISP de Janvier 2004.



Les domaines d’expertise de Mark sont:

- les invasions biologiques
- l’évaluation du risque environnemental
- le contrôle biologique des mauvaises herbes
- les implications écologiques des OGM
- l’écologie des populations de plante

En 1992, il devint docteur pour son travail sur les plantes envahissantes, après qu’il ait enseigné la biologie au Nigeria. Puis il travailla à Darwin, en Australie, sur l’écologie des herbes tropicales pendant 10 ans, où il fit des recherches sur:

- les impacts des herbes envahissantes sur la biodiversité, et spécialement le *Mimosa pigra*
- les conflits inter-sectoriels des introductions de plantes
- les impacts du contrôle des populations de plantes par les herbes
- les taux de propagation des mauvaises herbes exotiques
- les impacts des incendies sur les savanes exotiques
- l’écologie des banques de graines
- l’éclaircissement spontané des plantes

Mark est ensuite devenu responsable du laboratoire de contrôle biologique en entomologie, puis, très rapidement, Chef du Programme des Mauvaises Herbes en Entomologie où il a joué un grand rôle dans l’obtention de l’offre du Centre Australien de Recherche Coopérative pour la Gestion des Mauvaises Herbes, en 1999. Mark a aussi participé au développement du nouveau programme sur les OGM du CSIRO dont il devint le coordinateur en Juillet 2000.

Avant de débiter à son nouveau poste de Directeur Assistant en 2002, Mark était aussi un Directeur Stratégie: Environnement. Il appartient à plusieurs comités et conseils d’administration et il a une réputation internationale pour une série de publications complètes techniques et scientifiques sur les EEE. Pour lire plus d’informations sur Mark, et pour mieux connaître son rôle comme président du GISP, allez sur www.gisp.org ou bien www.ento.csiro.au ou bien contactez Tracey Cootes, l’assistante de Mark sur tracey.cootes@csiro.au.

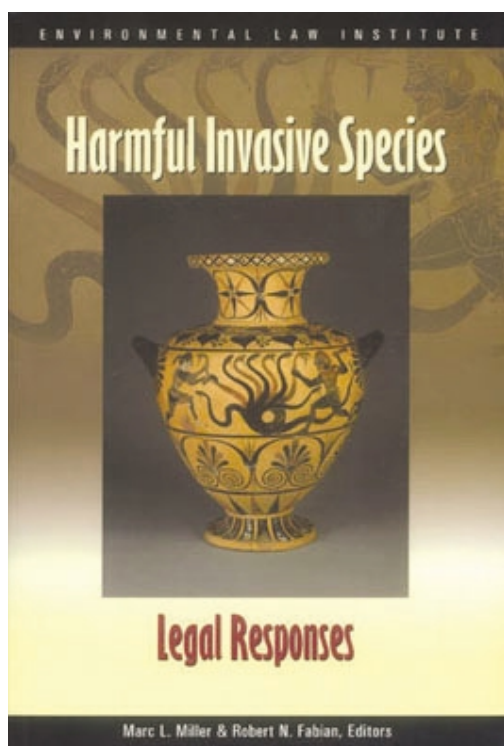
Les envahisseurs en rayons

Publications récentes sur les EEE

Les espèces envahissantes néfastes: réponses légales

L'ouvrage "*Espèces Envahissantes Néfastes: réponses légales*" date d'une série de petits textes du Centre sur la Loi Environnementale de l'UICN en 1999, et a finalement été publié par l'Institut sur la Loi Environnementale en janvier 2004. En plus des deux directeurs Marc Miller et Robert Fabian, de nombreux auteurs de grande réputation ont participé aux neuf chapitres de cet ouvrage, qui décrit surtout les lois et les politiques sur les EEE dans six pays différents: la **Nouvelle Zélande, l'Allemagne, l'Afrique du Sud, l'Argentine, la Pologne et les Etats-Unis**. En plus des contributions directes, de nombreux cerveaux du monde des EEE ont participé à ce livre opportun.

Ce livre utilise les lois et les politiques de ces six pays comme points de départ d'une analyse pour répondre aux questions complexes de valeur au sein des problèmes sur les EEE. Il s'adresse aussi à trois aspects primordiaux de la lutte contre les EEE: les systèmes de quarantaine, les problèmes de commerce, et les inquiétudes spécifiques au sujet des Organismes Génétiquement Modifiés. L'Institut sur la Loi Environnementale recommande vivement l'ouvrage aux scientifiques, aux hommes de loi, aux dirigeants et aux citoyens partout dans le monde. Pour plus d'information, ou pour commander un exemplaire, allez sur www.elistore.org.



Les Etats insulaires de l'Ouest de l'Océan Indien doivent agir à un niveau régional



Les actes du "**groupe de travail régional sur les espèces exotiques envahissantes et la réhabilitation de l'écosystème des Etats insulaires de l'Océan Indien**" de la Commission de l'Océan Indien, tenu par le Groupe d'experts sur les Plantes de l'Océan Indien de l'UICN dans les Seychelles en Octobre 2003, sont désormais disponibles sur le site web de l'ISSG sur www.issg.org et avec leur permission sur le site du GISP www.gisp.org.

Ce groupe de travail a mis en évidence de nombreuses activités innovantes et variées contre les EEE dans la région parmi les Etats insulaires. Il existe toutefois un énorme besoin de partager les informations, les expériences et les capacités dans la région, et un besoin de développer et mettre en place un programme régional de lutte contre les EEE a émergé du groupe de travail comme une priorité. Le groupe de travail avait une forte représentation de quatre îles en particulier: **l'île Maurice, les Comores, la Réunion et les Seychelles** ainsi que d'autres délégués de régions plus lointaines.

L'Australie prend sa calculatrice: les mauvaises herbes coûtent 4 milliards de dollars par an !



Le CRC pour la série technique numéro 8 de la Gestion des Mauvaises Herbes Australienne, intitulée "**L'impact économique des mauvaises herbes en Australie**" a été publié en mars 2004. Selon cette enquête, les mauvaises herbes coûtent 4 milliards de dollars par an à l'agriculture australienne, dont 19 % sont payés par les consommateurs. Cette estimation, même si elle est le double de l'estimation de 2 milliards de 1981 – 1982 par Combellack, reste plutôt sage. Elle ne comprend pas le coût à la biodiversité et à l'environnement naturel, et elle n'inclut pas la valeur de projets de contrôle des mauvaises herbes ou à la

santé humaine quant à l'asthme et aux allergies causées par le pollen de ces mauvaises herbes.

Le rapport indique que l'industrie la plus affectée est celle de la production du bétail suivie juste après par celle du blé. Bien que les agences gouvernementales dépensent plus de 80 millions de dollars par an sur le contrôle des mauvaises herbes, et que les projets bénévoles de contrôle contribuent de manière croissante et significative à l'effort national, il est clair que l'Australie est loin d'avoir gagné la bataille. Cet ouvrage souligne le fait que la plupart des envahisseurs ont été introduits délibérément. *L'Annona Glabra*, introduite comme souche pour les pommiers anone réticulée et *l'hymenachne*, importée comme pâturage pour les zones humides sont deux plantes qui illustrent ce fait.

Le Professeur Jack Sinden, de l'Université de Nouvelle Angleterre est l'auteur principal de cette publication qui est disponible sur le site Internet du CRC www.weeds.crc.org.au.

L'invasion sournoise – un focus spécial sur les espèces exotiques envahissantes et les petits états insulaires émergents

Une série de trois plans de discussion de la plus haute qualité et très informatifs ont été préparés par une équipe multidisciplinaire pour la COP 7 de la CBD tenue à Kuala Lumpur en février cette année. L'équipe était composée de membres de la **Protection de la Nature, des Défendeurs de la Nature, et du Centre International pour la Loi Environnementale**, qui ont joint leurs efforts pour rédiger ces plans de discussion. Les trois documents forment une continuité et se concentrent sur les problèmes causés par les EEE dans les Petits Etats Insulaires Emergents (SIDS en anglais) et intitulée **"L'invasion Sournoise: les Petits Etats Insulaires Emergents et les Espèces Exotiques Envahissantes"** et composée d'une vue d'ensemble, puis d'un document sur les vecteurs et les mesures de contrôle et finalement d'un document sur la manière dont les petits états insulaires peuvent bâtir une capacité.

La série *L'invasion Sournoise* peut être obtenue directement des trois organisations et aussi, avec autorisation, du site du GISP.

Pour plus d'informations, contactez Stas Burgiel des "Defenders of Wildlife", courriel: sburgiel@defenders.org,

Anne Perrault au Centre International pour la Loi sur l'Environnement, courriel: aperrault@ciel.org,

Carnet Williams de la Protection de la Nature de Hawaï, courriel: carnet_williams@tnc.org.



Union Européenne: LIFE se tourne vers les espèces exotiques

Etablie en 1992, LIFE est l'institution financière pour l'environnement de l'Union Européenne, à travers laquelle de nombreux projets sont mis en place dans l'UE. Le rapport **"Espèces Exotiques et Protection de la Nature dans l'UE – le rôle du**

Programme LIFE" a été publié au début de l'année.

Ce rapport décrit comment, en 10 ans, jusqu'à 2002, plus de 100 projets sur un total de 715 ont été financés par le programme pour la nature, LIFE, et, entre autres, des activités directement liées au travail sur les espèces envahissantes. Le budget total pour sa mise en place était de plus de 27 millions d'Euros, témoignant ainsi du fait que les EEE sont considérées comme un problème majeur, même s'il existe en général une certaine ignorance de la part du public au sujet des impacts négatifs et coûteux des EEE.

La publication est composée de quatre sections: une vue d'ensemble des impacts socio-économiques et environnementaux des EEE dans l'UE, puis une vue d'ensemble sur les institutions internationales actuelles, la politique et la législation de l'UE, puis une partie sur la gestion des EEE et finalement plusieurs conclusions agrémentées d'études de cas et d'exemples de projets tout au long du document. Cette publication peut être téléchargée sur le site Internet de l'UE <http://europa.eu.int> ou bien demandée à la Commission Européenne.



Rendez-vous importants sur les EEE

13ème Conférence Internationale sur les espèces envahissantes aquatiques

Cet événement annuel aura lieu en Irlande, en septembre. Tenu par l'Institut de Technologie Sligo, cet événement est considéré largement comme le forum le plus complet internationalement pour tout ce qui concerne:

- La revue de toutes les connaissances scientifiques sur les impacts des espèces aquatiques envahissantes.
- La présentation des dernières recherches pratiques et des données liées
- La présentation des nouvelles technologies et avancées dans le contrôle et l'atténuation
- Le débat sur la politique
- Les approches vers une éducation du public efficace et des initiatives de rapprochement pour empêcher les nouvelles introductions

A la lumière de la toute nouvelle Convention sur les Eaux de Lestage et de l'intérêt mondial croissant sur les problèmes d'espèces envahissantes, on s'attend à ce que la conférence

de cette année soit un succès en terme de fréquentation, avec de nombreuses présentations et des événements innovants déjà confirmés. **Allez sur www.aquatic-invasive-species-conference.org ou bien contactez l'organisatrice de la conférence, Elizabeth Muckle- Jeffs sur profedje@renc.igs.net pour plus d'informations.**



"Petites îles, gros enjeux"

Voilà le thème du meeting à venir, intitulé **"Rencontre Internationale pour l'examen des 10 ans du Programme d'Action de la Barbade pour le Développement Durable des Petits Etats Insulaires Emergents"** qui doit avoir lieu à l'île Maurice.

Evènements à venir concernant les EEE:

DATE	EVENEMENT	OU	CONTACT
2-4 Juin	Favoriser un environnement Américano-Caraïbe plus sûr: Problèmes des Espèces Envahissantes	Puerto de Espana, Trinidad	Bruce Lauckner technical@cardi.org or 868-645-1205/7 (Trinidad)
8-11 Juin	Symposium de Pékin sur les Bio-invasions	Pékin, Chine	http://bisobi.sino-eco.org/overview.html En Chine, Dr. Jianghui sur Huangjhuang@ns.ibcas.ac.cn Ou aux USA, Dr. Shili Miao sur smiao@sino-eco.org
20-24 Juin	Initiative Globale sur la Taxonomie Européenne (GTI) Groupe de travail (CBD)	Ile de Vilm, Allemagne	http://www.biodiv.org/default.aspx
20-24 Juin	4ème Congrès International sur la Science des Plantes,	Durban, Afrique du Sud	http://www.iwsc2004.org.za/ Chris Mulder, mindmelt@icon.co.za Charles Reinhardt, creinhardt@bioagric.up.ac.za
1-3 Juillet	Médecine extrême: L'Histoire, la Culture et la Politique de la Santé Globale	Université de Sydney Australie	Alison Bashford www.arts.usyd.edu.au/departs/history/conferences/borders.shtml
11-16 Juillet	2004 XVème Conférence Internationale sur le SIDA	Bangkok, Thaïlande	Noam Perski www.ias.se/aids2004
12-16 Juillet	Association des nations du Sud Est Asiatique (ASEAN) Groupe de travail sur les EEE	Malaisie	Le comité de pilotage du groupe de travail Dr. Jeff Fisher, tel: (202) 647-0199 du département des EEE au sein du Département d'Etat des USA
18-23 Juillet	47th Symposium Annuel International de l'association sur la Végétation: Paysages, changements et dérangements des écosystèmes: Iles et continents	Kailua-Kona, Hawaii	http://conference.uhh.hawaii.edu/iavs2004.info.html

“Petites îles, gros enjeux” va se concentrer sur les implications et les recommandations émanant de l’examen récent des 10 années depuis la mise en place du programme d’action de la Barbade (BPoA). Ce programme, adopté par les Nations Unies en 1994, met en avant des actions et des mesures spécifiques à un niveau national, régional, et international pour soutenir le développement durable des Petits Etats Insulaires Emergents (SDIS en anglais).

La rencontre de l’île Maurice est la dernière d’une série de réunions préparatoires régionales et internationales comme celles des Petits Etats Insulaires Emergents du Pacifique, de l’Atlantique, de l’Océan Indien, de la Méditerranée, du Sud de la Mer de Chine, et des Caraïbes.

Dans un rapport de l’ONU daté du 11 mars, et intitulé “ revue du progrès dans la mise en place du Programme d’Action pour le développement durable des petits Etats insulaires” le Secrétaire Général Kofi Annan remarque que le progrès dans la mise en programme d’action a été mitigé et que les petits Etats insulaires doivent affronter de grands défis avant

d’atteindre un développement durable.

Le rapport souligne aussi les problèmes nouveaux qui émergent et affectent les efforts des petits Etats insulaires pour atteindre un développement durable, en particulier:

- Le besoin de stratégies efficaces d’élimination de la pauvreté et le travail sur un développement centré sur les personnes
- Devoir gérer les effets et les coûts des menaces contre la sécurité internationale des voyages et du tourisme
- Le développement des industries culturelles
- Le problème croissant du VIH et du SIDA.

Le Sous – Secrétaire Général de l’ONU qui est aussi le Haut Représentant pour les Pays les Moins Développés, les Pays Emergents Enclavés et les Petits Etats Insulaires Emergents, Mr Anwarul Chowdhury, a été élu Secrétaire Général du sommet de l’île Maurice. Il a appelé les pays bailleurs de fonds à être plus généreux afin de répondre aux besoins prioritaires identifiés par les Petits Etats Insulaires Emergents.

DATE	EVENEMENT	OU	CONTACT
19-23 Juillet	Groupe Expert Technique Ad Hoc de la CBD sur la Biodiversité des Iles	Les Canaries, Espagne	http://www.biodiv.org
23-27 Août	Le XIXème Congrès International de Zoologie	Pékin, Chine	www.issg.org/events.html
26-29 Août	Conférence Internationale sur l’évaluation et le contrôle des risques d’invasion biologiques	Yokohama, Japon	http://bio-eco.eis.ynu.ac.jp/jpn/top/topic_sheet/symposium20040827/eng.html
30 Août - 9 Sept	16ème Consultation technique parmi les organisations régionales de protection des plantes	Nairobi, Kenya	http://www.ippc.int/IPP/En/default.htm
31 Août – 2 Sept	XIIème Conférence Internationale sur la biologie des herbes	Dijon, France	http://www.dijon.inra.fr/malherbo/AccueilF1.htm
5-9 Sept	Conférence sur les littoraux d’Asie Pacifique	Brisbane, Australie	http://www.sprep.org/ws/event/2003_3rd.htm
6-9 Sept	14ème Conférence Australienne sur les mauvaises herbes	Wagga Wagga, Australie	http://www.csu.edu.au/special/weedsconference
8-10 Sept	Conférence sur l’ Environnement Aquatique: eaux de lestage et traitement des eaux sales à bord des bateaux et dans les ports	Brême, Allemagne	www.euleandpartners.com
13-24 Sept	Epidémiologie des maladies infectieuses – Modèles mathématiques, intervention, stratégies & évaluation des risques	Londres; RU	Ulrika Wernmark cpd@imperial.ac.uk
19-23 Sept	XIIIème Conférence Internationale sur les espèces envahissantes aquatiques	Ennis, County Claire, Irlande	http://www.aquatic-invasive-species-conference.org
30 Sept - 1 Oct	3ème Conférence Internationale sur les Invasions Biologiques NEOBIOTA	Université de Berne, Suisse	www.neobiota.unibe.ch
4-7 Oct	5ème Conférence sur la Santé en Voyages, Asie- Pacifique	Kuala Lumpur, Malaisie	Secretariat du Congrès de la 5ème APTHC 5apthc@meditech.com.my
14-16 Oct	Symposium sur les Espèces Envahissantes	Sacramento, Californie	www.tws-west.org

DATE	EVENEMENT	OU	CONTACT
18-22 Oct	Second Sommet National sur les Rongeurs	Wildlife Services National Wildlife Research Center, Fort Collins, Colorado, USA	Earl Wm. Campbell, (808) 792- 9400
22-23 Oct	Huitième Conférence Internationale sur les Lois Environnementales	Nouvelle Orléans, Louisiane	www.internationalwildlifelaw.org
25-28 Oct	Réunion du Comité Sanitaire et Phytosanitaire (SPS) sous la Convention Internationale de la Protection des Plantes	Geneve, Suisse	www.ippc.int/IPP/En/default.htm
8-10 Nov	Troisième Conférence Internationale sur la Spartine Envahissante	San Francisco, California	www.spartina.org
8-12 Nov	Groupe de travail sur les Standards du Comité (IPPC)	Rome, Italie	http://www.ippc.int/IPP/En/default.htm
9-10 Nov	Second Groupe de Travail Asiatique Régional sur l'Initiative de Taxonomie Globale (CBD)	Wellington, Nouvelle Zélande	http://www.biodiv.org/default.aspx
15-19 Nov	XI Conférence Internationale sur les Algues Néfastes	Le Cap, Afrique du Sud	http://www.botany.uwc.ac.za/pssa/hab2004
17-30 Nov	3ème Congrès de l'UICN sur la Protection de la Nature	Bangkok, Thaïlande	www.iucn.org
14-18 Fév., 2005	Dixième rencontre de l'Organisation Subsidiaire Scientifique, Technique et Technologique (CBD SBSTTA-10)	Thaïlande	http://www.biodiv.org/default.aspx
Avril 2005	Réunion du groupe d'experts techniques Ad Hoc de la CBD sur les espèces exotiques envahissantes (lacunes et inconsistances)	Auckland, Nouvelle Zélande	http://www.biodiv.org/default.aspx
11-15 Juillet, 2005	Réunion du groupe d'experts techniques Ad Hoc de la CBD sur la biodiversité marine et littorale	Montréal, Canada	http://www.biodiv.org/default.aspx
Automne 2005	Ecologie et Gestion des Plantes Exotiques Invasions (EMAPI) 8ème réunion annuelle	Pologne	John Brock (480)727-1240 or john.brock@asu.edu
5-9 Dec, 2005	Onzième Réunion de l'Organisation Subsidiaire Scientifique, Technique et Technologique (CBD SBSTTA-11)	Guatemala	http://www.biodiv.org/default.aspx
17-21 Sept, 2007	9ème Conférence internationale sur l'écologie et la gestion des invasions de plantes exotiques EMAPI9	Perth, Australie	http://members.iinet.net.au/~weeds ou bien www.congresswest.com.au/emapi9

Cette liste a été aimablement dressée par le Dr Richard Orr, Assistant Director for International Policy and Prevention of the National Invasive Species Council, Washington, DC. Vous pouvez le contacter: Dr. Orr at: 1849 C Street, NW, Washington, DC 20240, ou téléphoner au (+1 202) 354-1882, Fax (202) 371-1751, ou lui envoyer un courriel à Richard_orr@ios.doi.gov.

Vous pouvez demander à faire partie de la liste de distribution mensuelle qui annonce les événements concernant les EEE. Vous êtes aussi invités à envoyer au Dr Orr des informations sur un événement lié aux EEE pour qu'il l'inclue dans cette liste.

Le Programme Global sur les Espèces Envahissantes a été financé par de généreuses contributions de la Banque Mondiale à travers le Programme de partenariat de la Banque des Pays-Bas et le Fonds pour les Bourses de Développement, le Département d'Etat des Etats-Unis, Le Fonds Global pour l'Environnement (un projet de l'UNEP) et du GEF à travers SCOPE, UICN et CABI), l'UNESCO, le Gouvernement de Norvège, la NASA, l'ICSU, La Fondation TOTAL, OESI, la Fondation David et Lucile Packard, la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, et les organisations qui sont nos partenaires. Nous remercions toutes ces organisations chaleureusement pour leur soutien, leur collaboration, et leur engagement.



GISP

GISP, National Botanical Institute
Private Bag X7, Claremont 7735
Cape Town, South Africa

Dans les locaux des Kirstenbosch Botanical Gardens
Rhodes Drive, Claremont, Cape Town, South Africa
Tel: +27 (0)21 799 8836 • Fax: +27 (0)21 797 1561
Courriel: gisp@nbi.ac.za • Web: www.gisp.org